



## Conseil économique et social

Distr. générale  
8 novembre 2018  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

#### Cinquante-septième session

11-21 février 2019

**Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : lutter contre les inégalités et les obstacles à l'inclusion sociale au moyen des politiques budgétaires et salariales et des politiques de protection sociale**

### **Déclaration présentée par Pirate Parties International Headquarters, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## **Déclaration**

### **Les Pirates, à l'avant-garde de la justice sociale**

Au sens politique moderne, les Pirates sont un regroupement de personnes attachées à la transparence, à la liberté d'information et, plus généralement, à la justice sociale. Plusieurs organisations mondiales de ce courant se sont alliées en 2010 pour donner naissance à Pirate Parties International Headquarters. Notre organisation est favorable à une vie politique démocratique à laquelle chacun puisse participer dans des conditions d'égalité. Dans un souci de gouvernance équitable, son fonctionnement s'appuie sur des outils en ligne de représentation à grande échelle et de partage du pouvoir. Toutes les réunions et interactions étant consignées et disponibles en ligne, les décisions sont prises en toute transparence. Nos membres défendent des modes novateurs de gouvernance équitables à même de favoriser la participation de tous les citoyens et de prévenir la corruption. Partisans de la liberté et de l'égalité sociale, nous souhaitons une égalité des chances universelle dans tous les aspects de la vie, ce qui passe entre autres par un revenu personnel de base suffisant pour vivre confortablement et en bonne santé moyennant un travail modique. Nos vues concordent avec les objectifs de développement durable énoncés dans le Programme 2030 et la promesse d'améliorer la vie de tous les habitants du globe. L'égalité mondiale n'est qu'un vain nom sans la liberté de communication et d'accès aux informations essentielles pour la société, ce qui va de pair avec la protection des données personnelles. Nous encourageons la Commission du développement social à examiner les recommandations ci-après, l'objectif étant de réduire les inégalités et l'exclusion sociale par des politiques favorisant la liberté de l'Internet et la participation d'un groupe plus grand et plus divers de personnes à des projets multinationaux en ligne analogues.

### **Une union technologique pour combler le fossé numérique**

Grâce aux progrès technologiques des dernières décennies, les dispositifs de communication sans fil sont de plus en plus répandus ; pourtant, le matériel informatique et l'accès gratuit à Internet demeurent hors de portée du plus grand nombre, qui n'a accès ni à l'infrastructure ni aux moyens de communication élémentaires. Il faut aux plus démunis des moyens technologiques répondant à leurs besoins fondamentaux, au quotidien comme en situation d'urgence. Chacun a droit à des communications et une information gratuites, dans le respect de l'intimité de sa vie privée et de sa liberté. Les communications, facteur essentiel d'amélioration de l'économie et des systèmes de santé, sont un outil d'inclusion sociale et d'élimination de la pauvreté, et l'informatique bouleverse le fonctionnement de l'économie. Les Pirates s'emploient à créer des outils et des forums de démocratie directe permettant à chacun de prendre part aux décisions et d'utiliser Internet à son avantage. Davantage d'interventions sont nécessaires pour mettre du matériel (téléphones, tablettes et ordinateurs) et des connexions internet non surveillées à disposition des personnes aux moyens financiers limités, par exemple en subventionnant le matériel d'occasion et les activités de formations grâce auxquelles encourager la participation aux forums en ligne, gages de liberté de parole et, plus généralement, d'avancées démocratiques. Les Pirates mettent au point des sites Web et des logiciels d'appui à la démocratie directe qui renforcent la capacité d'action des citoyens ordinaires. Davantage de gens doivent pouvoir bénéficier de l'aide voulue pour utiliser ces outils et s'affranchir du poids des habitudes. À l'échelle mondiale, notre plus grand défi est d'éveiller l'intérêt des communautés traditionnelles pour les moyens modernes et technologiques et les avantages qu'ils offrent.

### **Défense des initiatives locales en ligne favorables à la justice sociale**

Dès leur origine, les Pirates ont apporté leur concours à un certain nombre de campagnes de dénonciation visant à prévenir l'expansion des droits d'auteurs et les atteintes à l'intimité de la vie privée et à parer aux menaces contre la démocratie. Nous menons des campagnes sur Internet, tenons deux réunions en ligne par semaine et organisons une assemblée générale par an ; nous collaborons en outre à l'organisation de deux conférences récurrentes, à savoir Think Twice et Pirate Security. Ces réunions, qui rassemblent des bénévoles participant à des campagnes de défense de la justice sociale, sont l'occasion pour eux d'échanger leurs idées et de toucher un plus large public. La plupart de nos membres sont jeunes et pleins d'idéaux ; attachés au service de la collectivité, ils donnent de leur temps et de leur argent dans l'intérêt commun de l'humanité. Nos efforts philanthropiques ont une portée limitée par rapport à ceux des grandes entreprises, des groupes d'intérêts et de certains gouvernements qui ne voient pas la justice sociale du même œil et disposent de moyens puissants pour faire échec à nos campagnes. Nous demandons à la Commission du développement social et à la communauté des organisations non gouvernementales de nous aider à lever des fonds et à les mettre au service d'initiatives locales en ligne pour la justice sociale. La technologie peut être un outil d'émancipation, à condition de donner à tous les moyens voulus pour collaborer efficacement. Il incombe à l'instance mondiale des organisations non gouvernementales de défendre les projets favorables à la justice sociale qu'organisent les citoyens ordinaires dans l'intérêt commun de l'humanité.

### **Pour une prise de décision horizontale**

Dans une organisation donnée, la décision démocratique repose idéalement sur chacun des membres, et non sur la seule direction. Le rôle du dirigeant, tel que nous le concevons, est d'assurer un fonctionnement tel que chacun soit entendu, et non d'imposer son autorité. La technologie a bouleversé les modes d'inclusion sociale. Chacun peut aujourd'hui se faire entendre instantanément, évitant les longues voies de communication d'autrefois. Autant que faire se peut, les Pirates ont recouru au numérique pour favoriser une prise de décision horizontale. Les outils numériques nous permettent en effet de faire participer des intervenants d'un vaste réseau international et d'amplifier l'écho des décisions en y associant des représentants de toutes les strates sociales, dont certains n'auraient pu financer un déplacement en personne. La voix de chacun de nos membres doit avoir le même poids. Grâce à notre mode de réunion asynchrone, une personne intervenant en ligne a la même influence que si elle avait été physiquement présente. Entre les réunions, la coordination s'effectue à l'aide de logiciels décisionnels. Pour favoriser la prise de décision collaborative, nous utilisons par exemple Redmine, Loomio, Lime Survey, Mumble, Discourse, Liquid Feedback et Pirate Pads, entre autres outils librement disponibles en ligne. Il faut toujours avoir à cœur de faire en sorte que le plus grand nombre possible de personnes participent à la gouvernance numérique et en bénéficient. Nous tâchons de faire entendre les voix des marginalisés en mettant à leur disposition des moyens technologiques dont ils puissent tirer profit.

### **Promotion des politiques d'inclusion sociale**

En matière de budgets, de salaires ou de protection sociale, la place manquerait dans la présente déclaration pour résumer les nombreuses politiques d'inclusion sociale défendues par nos membres, qu'il s'agisse de contrôle de la réglementation en ligne, de revenu de base inconditionnel ou d'appui aux personnes déplacées hors

de leur pays. Notre organisation n'a ni programme ni manifeste d'un seul bloc ; diverses opinions y ont leur place pour autant qu'elles soient défendues respectueusement et qu'elles soient conformes à nos statuts. Nous invitons les lecteurs et lectrices de la présente déclaration à nous aider à faire émerger des idées novatrices au service de la justice sociale en participant à nos activités ou aux dialogues en ligne. Les personnes intéressées trouveront davantage d'informations à ce sujet sur notre site Web, à l'adresse : <http://pp-international.net>. Si nous nous adressons aux organes multinationaux, comme le Conseil économique et social, c'est dans l'espoir qu'ils nous aident à faire avancer la justice sociale et à donner à davantage de personnes l'occasion de s'engager pour les causes chères aux Pirates. Nous remercions la Commission du développement social de nous avoir donné l'occasion de présenter certaines de nos idées en faveur de l'inclusion sociale et espérons par notre déclaration avoir donné envie à certains de collaborer avec nous à l'avenir.

---